

NOUS VIVONS DANS LE MEME MONDE **DEFENDONS LES MEMES VALEURS !**

Nous sommes bien conscients, en nous adressant à vous qui travaillez dans la filière nucléaire, de la difficulté à défendre la nécessité de l'abandonner pour permettre une transition énergétique qui est, et préservera, l'avenir.

Pourtant, une telle mutation a déjà eu lieu il y a une cinquantaine d'années, lorsqu'EDF est passée du charbon/pétrole au nucléaire. Et si nous défendons la sobriété énergétique et la mise en œuvre des énergies renouvelables, nous soutenons aussi l'importance d'un vrai service public, et la reconversion dans de bonnes conditions des emplois menacés. Au demeurant, même stoppé, le complexe nucléaire aura encore besoin de beaucoup de travailleur-es. (cf Superphénix, démantèlement)

Quel service public devons-nous rendre au public que maintenant vous appelez clients ?

- Est-ce fournir un panel d'énergies correspondant aux besoins de chacun en adaptant celles-ci au potentiel de production possible de chaque région, terroir, pays ?

- Est-ce donner les outils technique et financier à chacun et chacune pour devenir des citoyens responsables en étant le moins énergivore possible ? C'est la nouvelle donne qui nous est imposée par les conséquences du changement climatique et la fin programmée des énergies fossiles : Gaz, Charbon, Pétrole, Uranium.

Nous sommes surpris, à la lecture des propositions de certains responsables syndicaux (lettre ci-jointe de la Coordination Régionale Bretagne CGT Mines), qu'ils semblent devenus au service de ceux dont le profit passe bien avant toute idée de service public des énergies. Il faudrait qu'émerge un questionnement :

- Pourquoi plus de 8 millions de français sont dans la précarité énergétique ?

- Notre service public est-il aujourd'hui toujours au service de la population ou est-il en parti responsable de cet état de fait ?

- Que reste-t-il du service public EDF mise en place à la sortie de la guerre par le conseil national de la résistance ?

Si vous pensez comme écrit ci-dessous :

Que l'avenir est dans toujours plus de consommation en laissant de plus en plus de monde au bord du chemin.

Que la rentabilité doit être la règle d'or servant en cela les maîtres du toujours plus de profit dont vos conditions de travail vous rappelle chaque jour les insupportables conséquences dans la vie de chacun et chacune.

Alors nous avons un avenir bien sombre qui nous attend.

La Coordination Régionale Bretagne CGT Mines écrit : « nous ne partageons pas la volonté de diminuer de manière trop importante la consommation d'énergie ».

Donc, pour certains, la sobriété est en opposition avec un service public de l'énergie.

Si nous comprenons bien le sens de ce propos, l'électricité doit être toujours plus abondante et après le chauffage électrique (interdit dans la plupart des pays européens car aberration énergétique) et la climatisation tout azimut, c'est la voiture électrique qui va sauver le monde.

Il faudrait donc comprendre : « Il faut économiser dans les autres secteurs, mais pas nous »

De plus, pour la Coordination Régionale Bretagne CGT Mines, la régionalisation des moyens de production est incompatible avec un service public qui doit répondre au plus près aux besoins des populations.

La Coordination Régionale Bretagne CGT Mines écrit : « Le deuxième point a trait à la volonté de régionalisation de l'énergie, que ce soit pour la production ou pour la distribution. Cet aspect semble répondre à la préoccupation légitime des citoyens à participer aux décisions et peut apparaître répondre aux besoins de financement des collectivités locales. Néanmoins, cette possibilité porterait un coup fatal au Service Public National de l'énergie et éclaterait la péréquation tarifaire, l'égalité de traitement et la solidarité entre

territoires. Elle menacerait la sécurité d'approvisionnement et la continuité de l'alimentation. »

Ce genre d'argument nous laisse sans voix. **Il est tout à fait possible de garder une péréquation tarifaire avec une interconnexion de production régionalisée** http://www.seaconseil.com/documents/seaACR_EvolDistriJanv2011.pdf. C'est une défense à peine déguisée de la production hypertrophiée du nucléaire qui nous amène à la réflexion : qui servez-vous ? Au contraire pour nous la sobriété est bien la chance historique d'ouvrir une réflexion large sur : **produire de l'énergie pour quoi et comment ?**

Certains lobbies tenant du consumérisme ne veulent pas de cette réflexion. Leur but est tout à fait clair : continuer à faire consommer toujours plus d'énergie pour ceux qui le peuvent encore.

Ne nous leurrons pas l'énergie fossile sera chaque jour mathématiquement plus chère. De fait de moins en moins accessible pour l'ensemble des populations.

8 millions de personnes en précarité énergétique dans notre pays et des milliards à l'échelle de la planète : ce n'est hélas qu'un début si nous ne réagissons pas et n'entamons pas une réflexion sur un véritable service public des énergies et de la sobriété énergétique.

Si nous n'avons pas cette réflexion, les maîtres des profits et du capitalisme sauvage qui nous assassinent ont d'ores et déjà gagné.

Dans l'article ci-dessous, le député Jean Paul CHANTEGUET, Président de la commission du développement durable de l'Assemblée nationale depuis juin 2012, pose les enjeux d'une re-composition d'une transition énergétique digne des enjeux de survie planétaire auxquels notre génération et ceux qui nous succéderont doivent et devons faire face.

De fait, le nucléaire à l'échelle mondiale reste et restera une réponse minime inadaptée et déconnectée des problématiques qui nous attendent. Ce n'est pas le nucléaire fer de lance du consumérisme électrique qui nous sauvera des enjeux mondiaux.

C'est ensemble que nous devons pouvoir réfléchir et construire notre avenir. Visiblement la loi sur la transition énergétique qu'on nous propose n'a pas pris l'ampleur de la tâche qui nous incombe. Bien au contraire. Cette proposition de loi est la victoire des Lobbies qu'ils soient Pétrolier, Gazier, ou Nucléaire. Il y a encore un long chemin, certes nouveau, mais c'est maintenant que nous devons bifurquer. Si nous attendons encore, en aurons-nous encore le temps ?

Pour conclure nous avons joint un résumé des deux derniers rapports de l'Agence International de l'énergie du 29 septembre dernier. Il est clair que pour eux que le photovoltaïque et le solaire thermique sont les énergies de l'avenir. Pas le nucléaire qui vampirise dans notre pays à lui seul tous les investissements indispensables à une véritable transition énergétique tous secteurs confondus.

Bonne lecture à vous. N'hésitez pas à nous contacter, que nous puissions enfin débattre.

Coordination Régionale Antinucléaire du Sud-Ouest

31-Amis de la Terre Midi Pyrénées, CANT,32 Ende Doman, NPA, 33 Tchernoblye ,Négajoule , SDN Lot , 47 Stop Golfech-VSDNG , 65 Nucléaire non merci , SDN81, SDN 82 ; stopgolfech47@orange.fr

Deux remarques de Philippe Billard, délégué du personnel CGT, membre du Comité d'Hygiène Sécurité et Condition de Travail (CHSCT)

-le sacrifice humain des travailleurs du nucléaire est aussi une chose à mettre en avant : comment un syndicat qui sait les dangers des expositions prend parti pour le sacrifice au nom de l'emploi ? L'emploi ne vaut que si et seulement si la santé des travailleurs n'est pas mise en péril. Comment siéger dans les CHSCT si on accepte le sacrifice ?

- la sobriété est plus porteuse de garantie de la santé des salariés. Il y a des emplois en plus grand nombre dans la sobriété : il va falloir aménager l'habitat pour arriver à moins consommer ce qui est un enjeu capital pour les plus pauvres d'entre nous qui habitent les logements les plus énergivores. Comment un syndicat ne pousse-t-il pas à ça ?

« EN FRANCE, IL EST IMPOSSIBLE DE REMETTRE EN CAUSE LA TOUTE-PUISSANCE DU NUCLEAIRE »

LE MONDE | 14.10.2014 à 17h46 | Propos recueillis par Pierre Le Hir

Président de la commission du développement durable de l'Assemblée nationale depuis juin 2012, Jean-Paul Chanteguet, député PS de l'Indre, a activement suivi l'élaboration du projet de loi sur la transition énergétique pour la croissance verte, adopté mardi 14 octobre par les députés. Il explique pourquoi, à ses yeux, ce texte n'est pas à la hauteur des enjeux.

Vous avez voté le projet de loi sur la transition énergétique, mais vous vous dites « extrêmement critique ». Pourquoi ?

Je suis solidaire, mais pas dupe. J'ai voté en faveur de ce texte par devoir de loyauté envers la majorité parlementaire, et parce que je reconnais l'intérêt des deux nouveaux objectifs ambitieux que sont la division par deux de la consommation finale d'énergie à l'horizon 2050 et la réduction à 50 % de la part d'électricité d'origine nucléaire en 2025.

Mais j'ai aussi un devoir de vérité. Je ne me satisfais pas d'une loi qui ne peut suffire à faire de la France le pays de l'excellence environnementale et le leader de la lutte contre le réchauffement climatique, à un an du sommet mondial de Paris. Cette loi est hélas une occasion manquée.

Ce texte ne marque pas le premier acte d'une autre gouvernance en matière d'énergie nucléaire. François Hollande avait pourtant souhaité, lors de la conférence environnementale de septembre 2013, que désormais l'Etat puisse être le garant de la mise en œuvre de la stratégie énergétique de notre pays. Au final, demain, c'est EDF qui décidera de ses plans stratégiques et c'est l'administration qui les mettra en œuvre. Cette impossibilité, en France, de remettre en cause la toute-puissance du nucléaire et de ses acteurs conditionne tout le reste, en empêchant le retour de l'Etat stratège qui, seul, pourrait entraîner la nation dans le formidable projet de transition à travers un « récit » mobilisateur qui laisse voir un avenir différent.

C'est donc, à vos yeux, une démission, ou un renoncement du politique ?

Nous voyons s'évanouir notre espoir du retour du politique dans la gouvernance de l'énergie. Tant la stratégie bas-carbone que la programmation pluriannuelle de l'énergie seront arrêtées par décret, sans qu'à aucun moment le Parlement ne soit appelé à en débattre et à voter pour les valider. Demain comme aujourd'hui, la maîtrise de la politique énergétique sera captée par les grandes entreprises du secteur et par leurs relais dans la haute administration.

Vous mettez directement en cause EDF et son influence...

EDF devrait être le fer de lance de la transition énergétique. Il faudrait pour cela refonder cette entreprise autour d'un service public de l'électricité et, pour ce faire, la sortir de la Bourse afin que sa gestion soit déconnectée des exigences de court terme des marchés financiers. Alors, EDF se recentrerait sur les seuls intérêts de la collectivité et sa nouvelle organisation, moins centralisée et moins focalisée sur le nucléaire, permettrait de faire jouer aux territoires un vrai rôle dans la mise en œuvre de la transition énergétique. S'agissant des moyens, justement, les 10 milliards d'euros sur trois ans promis par la ministre de l'écologie, Ségolène Royal, sont-ils suffisants ?

C'est la carence la plus invraisemblable de ce projet. Il ne peut exister de véritable transition énergétique sans financement. Or, aucun des moyens proposés n'est nouveau : ni le crédit d'impôt pour la rénovation thermique des bâtiments, ni l'éco-prêt à taux zéro, ni la prime à la conversion des véhicules polluants, ni les prêts bonifiés de la Caisse des dépôts pour les collectivités locales. Seul le fonds de la transition énergétique, de 1,5 milliard d'euros, serait nouveau, mais il n'est pas encore financé. Et s'il l'était au prix de la cession d'actifs de l'Etat dans une entreprise comme EDF, ce serait une fuite en avant irresponsable et une véritable provocation. De plus, les moyens alloués à la lutte contre la précarité énergétique et à la rénovation des « passoires thermiques » sont clairement insuffisants.

POURQUOI AUSSI NE PAS IMAGINER UNE SOCIETE DE FINANCEMENT, BENEFICIAIRE DE LA GARANTIE DE L'ETAT, SUR LE MODELE DU DISPOSITIF MIS EN PLACE POUR SAUVER LE SYSTEME BANCAIRE LORS DE LA CRISE DE 2008 ? CE QUE L'ON A SU FAIRE POUR LES BANQUES, ON PEUT LE FAIRE POUR LA TRANSITION ENERGETIQUE.

Source : Le Monde [http://lemonde.fr/planete/article/2014/10/14/il-est-impossible-en-france-de-remettre-en-cause-la-toute-puissance-du-](http://lemonde.fr/planete/article/2014/10/14/il-est-impossible-en-france-de-remettre-en-cause-la-toute-puissance-du-nucleaire_4505793_3244.html)

LOI DE TRANSITION ENERGETIQUE POUR UNE CROISSANCE VERTE

Coordination Régionale Bretagne CGT Mines – Energie. coordocgtbretagneminesenergie@gmail.com Le 6 octobre 2014, Madame, Monsieur,

Le Parlement examine, depuis le 1er octobre, en procédure accélérée, la Loi de Transition Énergétique pour la croissance verte. La Fédération Mines Énergie CGT, première organisation syndicale du secteur, souhaite vous communiquer son analyse, ses positions et vous alerter sur les conséquences que pourraient avoir cette loi sur le secteur de l'énergie, les tarifs et les services rendus aux collectivités territoriales. Concernant les grands objectifs de la loi, nous contestons, tout d'abord la logique fondamentale, consistant à ne plus produire en fonction de la consommation mais, au contraire, d'adapter la consommation à la production. Ensuite, **nous ne partageons pas la volonté de diminuer de manière trop importante la consommation d'énergie, ainsi que celle de fixer, sans explication, un pourcentage de production d'énergie nucléaire dans le mix énergétique.** L'objectif historique auquel nous sommes confrontés est bien la diminution drastique de nos émissions de gaz à effet de serre afin de répondre aux enjeux posés par le réchauffement climatique. Cela concerne en priorité :

- les transports, qui ont été évacués de la loi,
- l'isolation des logements, dont le financement n'est pas assuré,
- l'urbanisme,
- l'organisation de la production
- la remise en cause de la déréglementation et concurrence à tous crins.

La France a des atouts qu'il ne faut pas perdre. Les choix opérés auront des conséquences sur les tarifs de l'énergie. Ils risquent de grever les factures de nos concitoyens alors que 8 millions d'entre eux sont en précarité énergétique, d'accentuer la désindustrialisation de notre pays.....

LE SOLAIRE, NOUVEL OR NOIR DU DESERT ?

Par Jean-Paul Fritz Publié le 22-10-2014

Que le solaire soit une énergie d'avenir, les promoteurs des énergies renouvelables n'en ont jamais douté, mais remplacer le pétrole par le soleil a longtemps semblé irréaliste. Pourrait-on imaginer que l'énergie solaire soit la première source mondiale d'électricité en 2050 ? Pourtant, **le 29 septembre, l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) rendait publics deux rapports allant dans ce sens, avec deux feuilles de route montrant l'évolution à la fois du photovoltaïque (électricité produite directement par le solaire) et l'énergie solaire thermique (utilisation de la chaleur solaire soit pour chauffer directement des bâtiments ou de l'eau, soit pour produire de la vapeur dans des centrales thermiques produisant de l'électricité).**

Selon ces rapports, dans 36 ans, le photovoltaïque représenterait jusqu'à 16% de l'électricité mondiale, alors que l'électricité générée par le solaire thermique viendrait y ajouter 11%, pour un total de 27%, soit "devant les combustibles fossiles, le vent, hydroélectrique et le nucléaire", assure l'agence. Une combinaison qui permettrait "d'éviter l'émission de plus de 6 milliards de tonnes de dioxyde de carbone par an, ce qui représente davantage que l'ensemble des émissions annuelles des Etats-Unis, ou pratiquement toutes les émissions issues du secteur du transport dans le monde entier." De quoi faire réfléchir, en effet.

Alors, le solaire, l'énergie de demain ? Il y a certes des progrès à faire, notamment dans le rendement des cellules photovoltaïques. Il faut aussi construire les centrales, et ce n'est pas bon marché. La centrale solaire la plus grande du monde, dans le désert des Mojaves (USA), mise en service en décembre 2013, aurait coûté 2,2 milliards de dollars... De quoi se poser des questions sur la rentabilité, mais la recherche fait des progrès. En Inde, un centre de R&D a annoncé qu'il avait divisé par quatre le coût d'une centrale solaire de 1 mégawatt en sept ans, passant de 150 millions de roupies à 35 millions. Alors d'ici 2050, qui sait ?

Source : L'OBS <http://tempsreel.nouvelobs.com/sciences/20141022.OBS2831/le-solaire-nouvel-or-noir-du-desert.html>